



Afrique de l'Ouest

Les estimations de pertes mondiales de la pêche INN pourraient être aussi élevé que **23,5 milliards \$ par année**



L'Afrique de l'Ouest

Est un point d'accès global pour la pêche illégale avec des pertes estimées à 1,3 milliard \$, dont les 6 pays CPCO, qui forment le Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest perdent 300 millions \$ par année

L'Afrique de l'Ouest perd 1.3 milliards \$

GTAO perd 300 millions \$

37%



de tous les poissons capturés en Afrique occidentale sont **pêchés illégalement**

Les Nations de pêche hauturière de partout dans le monde ciblent les eaux poissonneuses du Golfe de Guinée

Principaux pays:

- Chine
- Taiwan
- Russie
- Corée du Sud
- l'Espagne
- France
- Thaïlande

Il est rapporté que la Chine a élargi ses activités de pêche en Afrique de l'Ouest à partir de 13 navires



462 navires



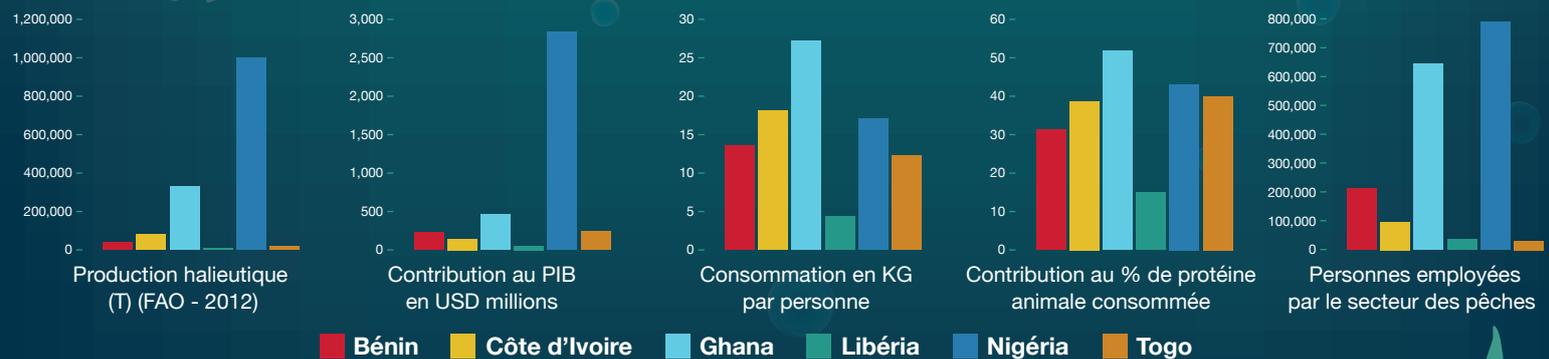
13 navires



2013

Ceci est le 1/5ème du total de la flotte hauturière de la Chine

Le poisson est vital pour la santé, les économies et la sécurité alimentaire des pays Africains:



La pêche illégale

La pêche illégale a des coûts sociaux, économiques et environnementaux dévastateurs. Les pays sont privés de l'argent qui pourrait financer le développement et la croissance économique. Les stocks de poissons sont épuisés rendant plus difficile la situation pour les petits pêcheurs de soutenir leurs familles.

Les méthodes de pêche préjudiciables détruisent les environnements marins.

Opérateurs de pêche illégale

L'expérience montre que les opérateurs de pêche illégale, non seulement ne parviennent pas à se conformer aux règles et règlements de la pêche, mais font partie des opérations criminelles transnationales très organisées, impliquées dans toute une gamme d'activités criminelles:

- La falsification de documents
- Le blanchiment d'argent
- L'évasion fiscale
- Le trafic d'humains et violations des droits humains
- La contrebande des armes, des drogues et de la faune
- La piraterie
- Les crimes environnementaux



Pour lutter contre la criminalité de la pêche, cela exige la participation et l'engagement de nombreux organismes à l'échelle nationale, régionale et internationale.





Afrique de l'Ouest

Les Etats membres du Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest:

10 principales violations

- Licence non valide
- Engins ou méthodes non autorisées
- Pêche dans les zones interdites
- Documents falsifiés
- Des informations fausses ou inexactes sur les captures
- Transbordement illégal
- Le commerce du poisson capturé illégalement
- Cibler les espèces non autorisées
- Les dommages aux engins artisanaux et les navires

Défis pour arrêter la pêche illégale

- ZEE combinée de 700,000 km²
- La faible capacité de surveillance et de contrôle des eaux
- La coopération inter agences régionale et nationale faible
- Les cadres juridiques faibles ou non mis en œuvre
- La corruption

Le Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest a été créé pour aider à mettre fin à ces violations et accroître la conformité dans le secteur de la pêche

Comment peut-on arrêter la pêche illégale

- En travaillant ensemble comme une région
- A travers la coopération inter agences nationale
- Grâce à l'appui des processus internationaux et des accords tels que l'Accord sur les Mesures de l'État du Port et de la stratégie-cadre de la politique et de la réforme de l'Union Africaine pour la pêche et l'aquaculture en Afrique

Comment le CPCO et le Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest aident-ils?

- Les six pays membres du CPCO – le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Libéria, le Nigéria et le Togo – coopèrent et travaillent ensemble, comme GTAQ, afin d'échanger des renseignements et coopérer pour les contrôles de la pêche
- Le GTAQ a mis en place des groupes de travail inter- agences nationaux, ceux-ci permettront une réponse plus efficace à la pêche illégale
- Le GTAQ soutient et défend les mesures nationales et internationales qui sont essentielles pour arrêter avec succès la pêche illégale

Qu'a accompli le Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest?

Activité

- La collecte et le partage de renseignements
- Partage d'information de licence
- Demander et recevoir un appui d'un pays à un autre pays
- Demander et recevoir un appui technique
- Construire la coopération inter agences
- Prendre des actions d'exécution
- Renforcement de la capacité SCS
- Sensibilisation nationale, régionale et internationale
- Assurer une approche régionale commune

Méthodes

- PLATFORME DE COMMUNICATIONS
- RÉUNIONS DU GROUPE DE TRAVAIL
- ATELIERS DE FORMATION
- BOITE À OUTILS (MANUELS, PRÉSENTATIONS, FORMULAIRES)
- APPUI TECHNIQUE
- TECHNOLOGIE RENTABLE

Résultats

RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

PRATIQUES DE TRAVAIL ÉTABLIES

- Termes de référence acceptés pour le Groupe de Travail
- Activité du GT intégré dans le plan de travail du CPCO

PROCÉDÉS ET ACTIONS SCS

- Renforcement de la diligence pour la licence et le pavillon
- Inspection de navire comme résultat du partage de renseignements
- Demande d'assistance de pays à pays
- Refus pour des demandes de licence et de pavillon
- Navires arraisonnés résultant à des amendes
- Enquêtes sur la flottille en général et les propriétaires résultant à des amendes et à des interdictions de pêche
- Développer une stratégie régionale de contrôle des reefers

Une Equipe Technique composée du Secrétariat du CPCO, de Trygg Tracking Mat, Stop Illegal Fishing et NFDS soutient le Groupe de Travail de l'Afrique de l'Ouest, avec un financement de la Norad.